

# PERSONNEL DU SÉCRÉTARIAT

En date du 31 mars 2003

## DIRECTION GÉNÉRALE

Michel Dagenais, ing. Secrétaire et directeur général par intérim  
Lise Théberge Adjointe au secrétaire  
Diane Le Tarte Secrétaire exécutive  
Lynn Laflamme Secrétaire juridique

## CONTENTIEUX

Manon Bonnier, avocate  
Louise Laurendeau, avocate<sup>1</sup>  
Josée Le Tarte  
Sylvie Frédette  
Conseillère juridique  
Conseillère juridique  
Technicienne juridique et secrétaire du Comité de discipline  
Secrétaire

## TRÉSORERIE

Sylvie Leroux, CGA  
Richard Allaire, CA<sup>1</sup>  
Francine Beauchamp  
Simon Brault<sup>2</sup>  
Joan Champagne  
Sylvie Chastellas<sup>2</sup>  
Méissa Daviault-Léveillé<sup>2</sup>  
Éric Mafoûin<sup>2</sup>  
Contrôleur par intérim  
Consultant  
Adjointe à la Trésorerie et aux Ressources humaines  
Technicien comptable  
Technicienne comptable  
Technicienne comptable  
Technicienne comptable  
Technicien comptable

## BUREAU DU SYNDIC

Louis Tremblay, ing.  
Rémi Alaurant, ing.  
Alexandre Khayat, ing.  
Ginette Latulippe, ing.  
Jean-Pierre Raymond, ing.  
Linda Bélanger, avocate  
Carole Delcorde  
Carole Jenneau<sup>2</sup>  
Jean-Guy Couture, ing.<sup>1</sup>  
Pierre Sauvé, ing.<sup>1</sup>  
Jean Vallée, ing.<sup>1</sup>  
Syndic  
Syndic adjoint  
Syndic adjoint  
Syndic adjoint  
Syndic adjoint  
Conseillère juridique  
Secrétaire de direction  
Secrétaire  
Syndic correspondant  
Syndic correspondant  
Syndic correspondant

## DIRECTION DES AFFAIRES PROFESSIONNELLES

Claude Lizotte, ing.  
Elyse-Ann Demers  
Édith Girard, ing.<sup>1</sup>  
Directeur  
Secrétaire de direction  
Agent de projets et agent d'information à l'assurance responsabilité professionnelle

## ADMISSION

Nicole Lévis  
Louise Chérit  
Martine Mercader  
Josée St-Germain  
Élyse Cusson  
Francine Lapointe  
Conseillère à l'admission  
Adjointe à l'admission  
Adjointe à l'admission  
Préposée aux examens d'admission  
Préposée à l'admission  
Préposée à l'admission

## SOUTIEN AUX NOUVEAUX MEMBRES

Jean-Pierre Chalifoux, ing.  
Louise Bellemare  
Sylvie Laurendeau  
Nadine Léonard  
Conseiller aux nouveaux membres  
Préposée à l'expérience en génie  
Préposée à l'examen professionnel  
Préposée au parrainage

## INSCRIPTION

Pierrette Bourget  
Sylvie Trépanier  
Lucie Pélouquin  
Ginette Éthier  
Isabelle Gatién  
Coordonnatrice de l'inscription  
Adjointe à l'inscription  
Préposée au tableau des membres  
Préposée à l'inscription  
Préposée à l'inscription

## SURVEILLANCE DE LA PRATIQUE ILLÉGALE

Gabriel Richard, ing.  
Yvon C. Dupuis, ing.<sup>1</sup>  
Robert Dufresne, ing.<sup>1</sup>  
François Valiquette, ing., avocat<sup>1</sup>  
Michel Blanchard  
Gilles Dupuis<sup>1</sup>  
Jacques Guilbault, ing.<sup>1</sup>  
Jean Dumouchel  
Gisèle Forand  
Conseiller principal  
Conseiller en prévention  
Conseiller en prévention  
Conseiller en prévention  
Enquêteur  
Enquêteur  
Conseiller en prévention  
Adjoint administratif  
Secrétaire

## INSPECTION PROFESSIONNELLE

Georges-Étienne Ménard, ing.  
Stephen A. Rowland, ing.<sup>1</sup>  
Gérald Lamoureux<sup>1</sup>  
Céline Boulay  
Ermithe Nazaire  
Inspecteur-enquêteur principal  
Inspecteur-enquêteur  
Conseiller à l'inspection professionnelle  
Secrétaire  
Secrétaire

## Inspecteurs contractuels

Jean Bilodeau, ing.<sup>3</sup>  
André Champagne, ing.<sup>3</sup>  
Gérald Lamoureux, ing.  
Jean-Guy Moffatt, ing.<sup>3</sup>  
Raymond Moisan, ing.  
Nhan Pham An, ing.<sup>3</sup>  
Benny Poirier, ing.  
Claude Poirier, ing.<sup>3</sup>  
Jules Roireau, ing.

## DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL

Robert Loisselle  
Daniel Jolin, CHRA  
Louise Poissant  
Conseiller en développement professionnel  
Agent de formation  
Secrétaire

## DIRECTION DES AFFAIRES CORPORATIVES

Danielle Frank, ARP<sup>4</sup>  
Françoise L'Heureux  
Directrice par intérim  
Secrétaire de direction

## COMMUNICATIONS INSTITUTIONNELLES

### ET CHOIX DE SOCIÉTÉ

Jean-Pierre Trudeau, ing.  
Danielle Frank, ARP  
Conseiller - Recherche et choix de société  
Conseillère en communications

## PROMOTION DE LA PROFESSION ET PROJETS SPÉCIAUX

Malika Daoud  
Poste à combler  
Agent de projets  
Adjointe aux communications

## ÉDITIONS

Geneviève Terreault  
Michel Dubé<sup>1</sup>  
Coordonnatrice des éditions  
Infographiste

## ADMINISTRATION

Marie-Angèle Gagnon, Adm.A, CMC  
Conseillère à l'administration

## INFORMATIQUE

Pierre Couture  
Serge Sonier  
Juan Herrera  
Gilles Martineau  
Analyste/Programmeur  
Analyste/Programmeur  
Agent de développement bureautique  
Agent de développement bureautique

## SERVICES AUXILIAIRES

Guy Dumont  
Alain Bérubé  
Isabelle Dumont  
Cynthia Bérubé<sup>2</sup>  
Michel Fugère  
Coordonnateur aux services auxiliaires  
Préposé aux services auxiliaires  
Préposée aux services auxiliaires  
Préposée aux services auxiliaires  
Pressier

## ACCUEIL ET RÉCEPTION

Delcina LeBlanc<sup>5</sup>  
Lise Pilote<sup>5</sup>  
Réceptionniste  
Secrétaire-réceptionniste

1. Contractuel.  
2. Sumuméraire.  
3. Également enquêteurs.  
4. En fonction depuis le 8 août 2002.  
5. Temps partiel.

## BUREAU DU SYNDIC

En vertu de l'article 122 du Code des professions, le syndic a comme principal mandat de veiller à ce que les membres respectent la Loi sur les ingénieurs, ainsi que tous les règlements adoptés conformément à celle-ci. Il doit notamment veiller à ce que les dispositions du Code de déontologie des ingénieurs ou du Code des professions soient respectées par les membres de l'Ordre. En effet, l'ingénieur, en raison de son statut, est assujéti à plusieurs responsabilités professionnelles, notamment à un code de déontologie stipulant ses devoirs et obligations envers le public, son client et sa profession. Le syndic est chargé, en vertu du Code des professions, de contrôler cet aspect de la pratique du génie.

Les activités du Bureau du syndic s'orientent suivant trois volets : enquêter, informer et prévenir. En matière de contrôle, le syndic ou l'un des syndics adjoints enquête sur des allégations d'inconduite professionnelle pour vérifier le bien-fondé des faits et, advenant infraction, porter plainte et faire les représentations appropriées avec preuves à l'appui devant le Comité de discipline et le Tribunal des professions. Le personnel du Bureau du syndic consacre également beaucoup de temps et d'énergie à fournir de l'information aux ingénieurs, à leurs clients ou employeurs ainsi qu'au public en général sur les exigences réglementaires et professionnelles de l'exercice de la profession. Finalement, le volet prévention auprès des membres et des futurs membres occupe une portion moins grande des ressources du Bureau du syndic, et se traduit par des conseils, des avis, des cours, des conférences et des articles portant sur la déontologie publiés dans la revue *PLAN*.

Précisons que la compétence du syndic ou d'un syndic adjoint ne s'exerce que sur les membres. Le syndic peut enquêter lorsque, à la suite d'une demande ou d'une information, il a des raisons de croire qu'un ingénieur a commis une infraction au Code des professions, à la Loi sur les ingénieurs ou à tout règlement adopté en vertu d'une de ces lois, notamment au Code de déontologie des ingénieurs. Le syndic et les syndics adjoints prêtent le serment de discrétion par lequel ils s'engagent à ne pas révéler ou faire connaître, sans y être autorisés par la loi, quelque information dont ils auront eu connaissance dans l'exercice de leur charge.

Au terme de son enquête, le syndic ou l'un de ses adjoints décide, en toute autonomie et indépendance, sur la base de son jugement et de ses convictions personnelles, de ses connaissances de l'exercice de la profession, de la jurisprudence et de l'intérêt de la profession et du public, s'il y a lieu ou non de déposer une plainte contre un ingénieur devant le Comité de discipline de l'Ordre. S'il a des motifs raisonnables de croire que l'exer-

cice de la profession par l'ingénieur ou sa compétence doit faire l'objet, selon le cas, d'une vérification ou d'une enquête, il peut aussi décider d'informer le Comité d'inspection professionnelle.

Le syndic ne peut forcer le règlement compensatoire d'un litige de droit civil entre un ingénieur et un tiers ni régler des conflits de travail concernant des ingénieurs. Malgré cela, il reçoit un nombre appréciable de demandes de ce genre.

## BILAN DES ACTIVITÉS DU BUREAU DU SYNDIC DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2002 AU 31 MARS 2003

Dossiers d'enquête actifs au 1 <sup>er</sup> avril 2002	94
Dossiers d'enquête ouverts	63
Dossiers d'enquête fermés	58
Dossiers d'enquête ayant donné lieu au dépôt d'une plainte devant le Comité de discipline	18
Dossiers d'enquête actifs au 31 mars 2003	81
Appels et demandes de renseignements	1 057
Activités de prévention (cours, conférences)	17

## ENQUÊTES DISCIPLINAIRES - FRÉQUENCE DES PRINCIPALES DÉROGATIONS ANALYSÉES

Nature de l'infraction	Article du Code de déontologie	Fréquence %
Négliger de respecter ses obligations envers l'homme et de tenir compte des conséquences de l'exécution de ses travaux sur l'environnement et sur la vie, la santé et la propriété de toute personne	2.01	53 %
Exprimer un avis sur une question d'ingénierie qui n'est pas basé sur des connaissances suffisantes et d'honnêtes convictions	2.04	46 %
Accepter un mandat sans tenir compte des limites de ses connaissances et aptitudes ainsi que des moyens dont il dispose pour les réaliser	3.01.01	16 %
Avis incomplets, plans ambigus ou insuffisamment explicites	3.02.04	35 %
Avoir recours à des procédés malhonnêtes et douteux dans l'exercice de son activité	3.02.08	19 %
Sceau et signature de complaisance	3.04.01	63 %

## RAPPORT DU PRÉSIDENT

### ENQUÊTES DISCIPLINAIRES RÉPARTITION DES SOURCES D'INFORMATION

	%
Clients ou employeurs	27 %
Ingénieurs	27 %
Autres services de l'Ordre	23 %
Public	15 %
Autres sources	8 %

### COMITÉ DE DISCIPLINE

Le Comité de discipline, constitué en vertu de l'article 116 du Code des professions, est saisi de toute plainte formulée contre un ingénieur pour une infraction au Code des professions, à la Loi sur les ingénieurs ou aux règlements adoptés conformément à ces lois.

Le Comité de discipline est formé d'un président, avocat désigné par le gouvernement, et de 16 ingénieurs nommés par le Bureau. Le Comité siège en division de trois membres, soit le président et deux ingénieurs.

### PLAINTES

Au cours de l'exercice 2002-2003, le Comité de discipline a été saisi, en plus des 9 plaintes introduites au cours des exercices antérieurs, de 20 nouvelles plaintes, totalisant 143 chefs d'accusation. Dix-huit des nouvelles plaintes proviennent du syndic ou de l'un de ses adjoints. Quant aux deux autres, elles ont, à la demande du Comité de révision, été portées par un syndic *ad hoc* à la suite d'un avis en vertu de l'article 123.5 du Code des professions émanant du Comité de révision.

### BILAN DES ACTIVITÉS

Dossiers actifs au 1 <sup>er</sup> avril 2002	9
Dossiers ouverts pendant l'exercice	20
Dossiers traités pendant l'exercice	29
Dossiers fermés pendant l'exercice	9
Dossiers actifs au 31 mars 2003	20

En fin d'exercice, 20 dossiers sont toujours à l'étude : 6 sont en attente d'une décision du Comité, 13 en attente d'audience par le Comité et un est en révision judiciaire.

### NATURE DES INFRACTIONS REPROCHÉES DANS LES 29 PLAINTES

	Nombre total de chefs d'accusation	Déclaration de culpabilité	Retrait	Acquittement	À traiter
Droits et obligations envers le public [art. 2.01 et 2.04 du Code de déontologie des ingénieurs]	50	11	4	-	35
Droits et obligations envers le client [art. 3.01.01, 3.01.02, 3.02.01, 3.02.02, 3.02.04, 3.02.07, 3.02.08, 3.03.01, 3.04.01, 3.04.02, 3.05.01, 3.05.05 et 3.08.03 du Code de déontologie des ingénieurs]	55	12	6	-	37
Droits et obligations envers la profession [art. 4.01.01 a), 4.02.03 a) et 4.02.03 b) du Code de déontologie des ingénieurs]	11	2	-	-	9
Divers [art. 2.01 et 2.01 a) du Règlement sur la tenue des dossiers et des cabinets de consultation des ingénieurs, art. 3 du Règlement sur les autres conditions et modalités de délivrance des permis de l'Ordre des ingénieurs du Québec, art. 38 du Règlement sur les affaires du Bureau, le comité administratif et les assemblées générales de l'Ordre des ingénieurs du Québec, art. 7 du Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des membres de l'Ordre des ingénieurs du Québec ainsi que les art. 59.2, 60, 60.1, 60.3 et 114 du Code des professions]	27	5	-	-	22
<b>TOTAL</b>	<b>143</b>	<b>30</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>103</b>

### DÉCISIONS

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002, neuf dossiers ont été fermés ; pour chacun d'eux un plaidoyer de culpabilité a été enregistré auprès du Comité.

### SANCTIONS IMPOSÉES À L'ENDROIT DES 9 INGÉNIEURS\* (DOSSIERS FERMÉS)

Radiation temporaire (variant de 15 jours à 8 mois)	4
Amende de plus de 600 \$	8
Amende minimale (600 \$)	9
Réprimande	9

\* Un membre peut faire l'objet de plus d'une sanction.

Les débours ont été imposés dans tous les cas. Dans quatre d'entre eux, des frais d'expertise furent ajoutés. Le total des amendes imposées pour la présente période est de 13 600 \$.